

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 4520

[2007/203382]

24 OKTOBER 2007. — Ministerieel besluit tot opheffing van de verplichting om de vis, gevangen in een deel van de Maas vanaf de brug van Seraing, te Seraing, tot aan de grens tussen België en het Koninkrijk der Nederlanden, evenals in het kanaal van Monsin en in het deel van het Albertkanaal dat in het Waalse Gewest ligt, onmiddellijk weer in het water te laten

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 augustus 2007 waarbij een tijdelijk visvangstverbod uitgevaardigd wordt in een deel van de Maas vanaf de brug van Seraing, te Seraing, tot aan de grens tussen België en het Koninkrijk der Nederlanden, evenals in het kanaal van Monsin en in het deel van het Albertkanaal dat in het Waalse Gewest ligt;

Gelet op het ministerieel besluit van 31 augustus 2007 tot opheffing van het tijdelijk visverbod in een deel van de Maas vanaf de brug van Seraing, te Seraing, tot aan de grens tussen België en het Koninkrijk der Nederlanden gevangen vis, evenals in het kanaal van Monsin en in het deel van het Albertkanaal dat in het Waalse Gewest ligt;

Gelet op het analyseverslag van het "Centre d'analyse des résidus et traces de l'Université de Liège" waarbij wordt gesteld dat de concentratie van chloorpyrifos en van cypermethrine in een gewone toestand is hersteld in het vlees van de vissen die op 13 september 2007 in de hierboven omschreven waterlopen zijn gevangen en die tijdens de analyseperiode gaande van 13 september 2007 tot 1 oktober 2007 zijn geanalyseerd;

Gelet op het advies van de Afdeling Milieupolitie;

Gelet op het advies van de Afdeling Natuur en Bossen,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het ministerieel besluit van 31 augustus 2007 tot opheffing van het tijdelijk visverbod in een deel van de Maas vanaf de brug van Seraing, te Seraing, tot aan de grens tussen België en het Koninkrijk der Nederlanden gevangen vis, evenals in het kanaal van Monsin en in het deel van het Albertkanaal dat in het Waalse Gewest ligt, wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 24 oktober 2007.

B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4521

[2007/203372]

25 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets non dangereux

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'avis 43.273/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; qu'elle a émis des observations au sens de l'article 8, § 2, de la Directive 98/34/CE en invitant à préciser que les déchets d'huiles et de graisses végétales et animales visés à l'article 7, point 3, du présent arrêté, couvrent des sous-produits animaux qui doivent être éliminés dans les conditions et d'après les règles du règlement n° 1774/2002/CE établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine, règlement qui est directement applicable;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions communesCHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux installations de stockage temporaire de déchets non dangereux, à l'exclusion des activités visées sous 63.12.05.03 lorsque la capacité de stockage est supérieure à 30 tonnes et inférieure ou égale à 100 tonnes visées par la rubrique 63.12.05.02.01 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1^o installation de stockage temporaire : une installation où les déchets sont stockés avant leur transport en vue d'un regroupement, d'un prétraitement, d'une valorisation ou d'une élimination hors du site de production;

2^o déchets liquides : les déchets non dangereux à l'état liquide;

3° réservoir aérien : un réservoir qui peut être soit placé à l'air libre, soit dans un local souterrain ou non, soit dans une fosse non remblayée. Un réservoir aérien non accessible est un réservoir dont au moins une des parois n'est pas visible;

4° réservoir enterré : un réservoir qui se trouve totalement ou partiellement en dessous du niveau du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante ou le matériau de remblai;

5° récipient mobile : tout fût, bidon ou conteneur destiné à contenir des déchets non dangereux;

6° établissement existant : un établissement dûment autorisé ou déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. Les aires de stockage des déchets non dangereux sont en matériaux durables et imputrescibles.

Art. 4. Les aires de stockage de déchets liquides et leurs accessoires tels que les tuyauteries, les vannes et les pompes sont efficacement protégés de tout risque de collision avec les véhicules circulant dans l'établissement.

Art. 5. Les déchets liquides sont stockés dans des récipients ou réservoirs résistant à la corrosion ou à toute autre attaque en provenance des produits qu'ils contiennent.

Art. 6. La stabilité des réservoirs et récipients mobiles est assurée en toutes circonstances. Ils reposent sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent en provoquer le renversement ou la rupture.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 7. Les déchets non dangereux suivants sont stockés séparément en vue de leur collecte ultérieure :

1° les déchets de verre;

2° les déchets de papier et de carton;

3° les déchets d'huiles et de graisses végétales et animales;

4° les déchets de végétaux;

5° les déchets de textile;

6° les équipements électriques et électroniques mis au rebut ne contenant aucune substance dangereuse;

7° les pneus usagés;

8° les déchets de bois;

9° les déchets métalliques.

Art. 8. L'exploitant est tenu de disposer d'un plan de travail. Ce plan de travail comprend au moins :

1° les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident;

2° les instructions relatives à la manipulation, au tri sélectif, au stockage et à l'évacuation des déchets non dangereux dans le respect des présentes conditions.

Art. 9. Dès qu'il est constaté un épanchement d'un déchet non dangereux, il est procédé au nettoyage et les résidus de nettoyage sont évacués vers une installation autorisée. Ils ne peuvent être rejetés directement dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 10. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 11. Au cas où les eaux de pluies régulièrement évacuées des encuvements ou des bacs de rétention nécessitent un traitement éventuel, leur déversement est interdit et elles sont évacuées vers une installation autorisée à les déverser, avec ou sans traitement adéquat.

Les eaux servant au nettoyage interne des réservoirs ne peuvent être déversées et sont évacuées vers une installation autorisée à les traiter.

Art. 12. En cas d'écoulement accidentel, les déchets liquides répandus sur le sol ne peuvent en aucun cas être déversés dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface.

TITRE II. — *Réservoirs aériens*

CHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*

Art. 13. Chaque réservoir, à proximité de son orifice de remplissage, est équipé d'une plaque d'identification inaltérable, bien visible et clairement lisible où sont indiquées :

1° le nom ou la marque du constructeur du réservoir;

2° le numéro et l'année de construction du réservoir;

3° la capacité du réservoir en m³ ou en litres;

4° la date de l'épreuve d'étanchéité;

5° la nature du déchet liquide contenu dans le réservoir.

Art. 14. Les déchets liquides sont stockés dans des réservoirs à double paroi ou dans des réservoirs à simple paroi mais placés dans un encuvement étanche ou une fosse étanche présentant les caractéristiques suivantes :

1° les parois de l'encuvement présentent une résistance mécanique et une inertie chimique suffisante vis-à-vis de ces liquides;

2° l'encuvement ne peut présenter aucun orifice, hormis ceux nécessaires aux canalisations nécessaires au stockage, et en particulier aucune liaison directe avec un égout public;

3° l'encuvement a une capacité totale égale à la capacité du plus grand réservoir.

Art. 15. Les réservoirs sont équipés :

1° d'un dispositif qui empêche toute surpression ou dépression interne dangereuse;

2° d'un dispositif destiné à prévenir tout débordement et déclenchant un signal d'alerte perceptible par le personnel de l'établissement dès qu'il est rempli à 95 % au plus de sa capacité nominale;

3° de vannes et de clapets permettant de l'isoler des autres réservoirs et du reste de l'aire de stockage.

Art. 16. Les réservoirs, les tuyauteries et les raccords annexes sont étanches afin d'empêcher l'infiltration de liquides de toute nature.

CHAPITRE II. — *Exploitation*

Art. 17. Les mesures nécessaires sont prises en vue d'empêcher que le liquide accidentellement répandu ne puisse corroder ou abîmer par attaque chimique les réservoirs établis dans un même encuvement.

CHAPITRE III. — *Contrôle et auto-surveillance*

Art. 18. § 1^{er}. L'exploitant maintient l'encuvement en bon état et en contrôle l'étanchéité. Le volume de l'encuvement ne peut être réduit par le dépôt d'autres matières.

L'exploitant veille à enlever systématiquement toute végétation susceptible de compromettre l'étanchéité de l'encuvement.

§ 2. Les réservoirs non accessibles et les tuyauteries enterrées subissent avec succès une épreuve d'étanchéité dont le but est de vérifier le bon fonctionnement des systèmes de détection de fuites ou les éventuelles protections cathodiques.

Elles sont réalisées lors de la mise en place des installations de stockage et à chaque modification de celles-ci.

Tous les dix ans, un contrôle de l'étanchéité des réservoirs non accessibles et des tuyauteries enterrées est réalisé.

L'exploitant réalise annuellement :

1° un examen visuel des parties extérieures visibles de l'installation tels que notamment le réservoir, les vannes et les canalisations;

2° un contrôle du bon fonctionnement du système de détection des fuites, du dispositif de sécurité contre les débordements et de la protection cathodique.

CHAPITRE IV. — *Remise en état en fin d'exploitation*

Art. 19. Les réservoirs ayant contenu des déchets liquides sont vidés et nettoyés.

TITRE III. — *Réservoirs enterrés*

CHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*

Art. 20. Chaque réservoir, à proximité de son orifice de remplissage, est équipé d'une plaque d'identification inaltérable, bien visible et clairement lisible où sont indiquées :

1° le nom ou la marque du constructeur du réservoir;

2° le numéro et l'année de construction du réservoir;

3° la capacité du réservoir en m³ ou en litres;

4° la date de l'épreuve d'étanchéité;

5° la nature du déchet liquide contenu dans le réservoir.

Art. 21. Les déchets liquides sont stockés dans des réservoirs à double paroi ou dans des réservoirs à simple paroi construits en plastique thermdurcissable armé ou en acier inoxydable.

Les déchets liquides stockés dans des réservoirs à simple paroi non construits en plastique thermdurcissable armé ou en acier inoxydable sont placés dans un encuvement étanche ou une fosse étanche présentant les caractéristiques suivantes :

1° les parois de l'encuvement présentent une résistance mécanique et une inertie chimique suffisante vis-à-vis de ces liquides;

2° l'encuvement ne peut présenter aucun orifice, hormis ceux nécessaires aux canalisations nécessaires au stockage, et en particulier aucune liaison directe avec un égout public;

3° l'encuvement a une capacité totale égale à la capacité du plus grand réservoir;

4° les fosses remblayées sont munies d'un système automatique de détection des fuites du réservoir.

Art. 22. Les réservoirs sont équipés :

1° d'un dispositif qui empêche toute surpression ou dépression interne dangereuse;

2° d'un dispositif destiné à prévenir tout débordement et déclenchant un signal d'alerte perceptible par le personnel de l'établissement dès qu'il est rempli à 95 % au plus de sa capacité nominale;

3° de vannes et de clapets permettant de l'isoler des autres réservoirs et du reste de l'aire de stockage.

Art. 23. Les réservoirs, les tuyauteries et les raccords annexes sont étanches afin d'empêcher toute infiltration de liquides de toute nature.

CHAPITRE II. — *Contrôle et auto-surveillance*

Art. 24. § 1^{er}. Chaque réservoir et ses tuyauteries subissent avec succès une épreuve d'étanchéité dont le but est de vérifier le bon fonctionnement des systèmes de détection de fuites ou les éventuelles protections cathodiques.

Elles sont réalisées lors de la mise en place des installations de stockage et à chaque modification de celles-ci.

Tous les dix ans, un contrôle de l'étanchéité des réservoirs et ses tuyauteries est réalisé.

L'exploitant réalise annuellement :

1° un examen visuel des parties extérieures visibles de l'installation (réservoir, vannes, canalisations, etc.);

2° un contrôle du bon fonctionnement du système de détection des fuites, du dispositif de sécurité contre les débordements et de la protection cathodique.

CHAPITRE III. — *Remise en état en fin d'exploitation*

Art. 25. Les réservoirs ayant contenu des déchets liquides sont vidés et nettoyés.

TITRE IV. — *Récipients mobiles*CHAPITRE I^{er}. — *Implantation et construction*

Art. 26. Lorsque ces déchets liquides sont stockés dans des récipients mobiles, les informations permettant d'identifier le déchet, sont indiqués sur ceux-ci.

Art. 27. § 1^{er}. Les déchets liquides, stockés dans des récipients mobiles à simple paroi, sont placés dans un bac de rétention étanche, dans un encuvement étanche ou une fosse étanche présentant les caractéristiques suivantes :

1° les parois de l'encuvement présentent une résistance mécanique et une inertie chimique suffisante vis-à-vis de ces liquides;

2° l'encuvement ne peut présenter aucun orifice, hormis ceux nécessaires aux canalisations nécessaires au stockage, et en particulier aucune liaison directe avec un égout public;

3° l'encuvement a une capacité totale égale à la capacité du plus grand récipient.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les récipients mobiles peuvent être placés sur une aire de stockage étanche pour autant que celle-ci soit reliée à un système de collecte interne des liquides.

CHAPITRE II. — *Exploitation*

Art. 28. Les mesures nécessaires sont prises en vue d'empêcher que le liquide accidentellement répandu ne puisse corroder ou abîmer par attaque chimique les récipients mobiles établis dans un même encuvement.

TITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 29. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants deux ans après son entrée en vigueur.

Art. 30. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 octobre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4521

[2007/203372]

25. OKTOBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von nicht gefährlichen Abfällen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des am 11. Juli 2007 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 43.273/4;

In Erwägung der Tatsache, dass der vorliegende Erlass der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist, in Übereinstimmung mit Artikel 8 der Richtlinie 98/34/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft; dass sie Bemerkungen im Sinne des Artikels 8 § 2 der Richtlinie 98/34/EG geäußert hat, wobei sie dazu auffordert, anzugeben, dass die in Artikel 7 Punkt 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten pflanzlichen und tierischen Altöle und -fette tierische Nebenprodukte umfassen, die unter den Bedingungen und nach den Regeln der Verordnung Nr. 1774/2002/EG mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte, eine direkt anwendbare Regelung, beseitigt werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — *Gemeinsame Bestimmungen*KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Definitionen*

Artikel 1 - Die vorliegenden gesamten Bedingungen sind auf die Anlagen zur vorläufigen Lagerung von nicht gefährlichen Abfällen, mit Ausnahme der unter 63.12.05.03 erwähnten Tätigkeiten, anwendbar, wenn die Lagerkapazität mehr als 30 Tonnen und höchstens 100 Tonnen beträgt, gemäß der Rubrik 63.12.05.02.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Anlage zur vorläufigen Lagerung: eine Anlage, wo die Abfälle vor deren Transport im Hinblick auf eine Zusammenstellung, eine Vorbehandlung, eine Verwertung oder eine Entsorgung außerhalb des Produktionsstandortes gelagert werden;

2° flüssige Abfälle: die gefährlichen Abfälle im flüssigen Zustand;

3° oberirdischer Behälter: ein Behälter, der entweder im Freien oder in einem unterirdischen oder oberirdischen Raum oder auch in einer nicht zugeschütteten Grube liegen kann. Ein Behälter gilt als unzugänglicher oberirdischer Behälter, wenn mindestens eine seiner Wände nicht sichtbar ist;

4° eingegrabener Behälter: ein Behälter, der sich völlig oder teilweise unter dem Bodenniveau befindet und dessen Wände in direktem Kontakt mit der umgebenden Erde oder mit dem Schüttstoff stehen;

5° mobiles Behältnis: jedes Fass, jeder Kanister oder jeder Container, das bzw. der dazu bestimmt ist, nicht gefährliche Abfälle zu enthalten;

6° bereits bestehender Betrieb: ein vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassener oder gemeldeter Betrieb. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in dem in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 3 - Die Lagerflächen für nicht gefährliche Abfälle bestehen aus dauerhaften und fäulnissicheren Materialien.

Art. 4 - Die Lagerflächen für flüssige Abfälle und deren Zubehör wie die Rohrleitungen, Ventile und Pumpen werden wirksam gegen jede Gefahr einer Kollision mit den im Betrieb fahrenden Fahrzeugen geschützt.

Art. 5 - Die flüssigen Abfälle werden in Behältnissen oder Behältern gelagert, die gegen die Korrosion oder jeden anderen Angriff durch die Produkte, die sie enthalten, widerstandsfähig sind.

Art. 6 - Die Stabilität der mobilen Behälter und Behältnisse ist unter allen Umständen gewährleistet. Sie befinden sich auf einer Stützfläche, die so gestaltet ist, dass zu große Spannungen und ungleiche Bodensenkungen das Umkippen der Behälter oder Behältnisse oder deren Bruch nicht verursachen können.

KAPITEL III — Betrieb

Art. 7 - Folgende nicht gefährliche Abfälle werden im Hinblick auf ihre spätere Sammlung getrennt gelagert:

1° Altglas;

2° Altpapier und -pappe;

3° pflanzliche und tierische Altöle und -fette;

4° pflanzliche Abfälle;

5° Alttextilien;

6° gebrauchte elektrische und elektronische Geräte, die keine gefährlichen Stoffe enthalten;

7° Altreifen;

8° Holzabfälle;

9° Metallabfälle.

Art. 8 - Der Betreiber muss über einen Arbeitsplan verfügen. Dieser Arbeitsplan enthält mindestens:

1° die für das Personal im Falle eines Brandes oder eines Unfalls bestimmten Anweisungen;

2° die Anweisungen bezüglich der Handhabung, der selektiven Trennung, der Lagerung und der Abführung der nicht gefährlichen Abfälle unter Beachtung der vorliegenden Bedingungen.

Art. 9 - Sobald ein Abfluss eines nicht gefährlichen Abfalls festgestellt wird, wird der Ort gesäubert und werden die Säuberungsrückstände zu einer zugelassenen Anlage abgeführt. Sie dürfen nicht direkt in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation oder in ein Oberflächenwasser abgeleitet werden.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 10 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

KAPITEL V — Wasser

Art. 11 - Falls das regelmäßig aus den Schutzwannen oder Auffangbecken abgeleitete Regenwasser eine eventuelle Behandlung benötigt, ist dessen Ableitung verboten und es wird einer Anlage zugeführt, die es mit oder ohne angemessene Behandlung ableiten darf.

Das Wasser, das zur Säuberung des Innern der Behälter dient, darf nicht abgeleitet werden und wird einer Anlage zugeführt, die es behandeln darf.

Art. 12 - Im Falle eines unfallbedingten Abflusses dürfen die auf dem Boden befindlichen flüssigen Abfälle auf keinen Fall in eine öffentliche Kanalisation, einen Wasserlauf oder irgend eine Vorrichtung zur Sammlung des Oberflächenwassers abgeleitet werden.

TITEL II — Oberirdische Behälter

KAPITEL I — Standort und Bau

Art. 13 - In der Nähe der Füllöffnung eines jeden Behälters wird ein unveränderbares Kennschild angebracht, das gut sichtbar und deutlich lesbar ist und auf dem Folgendes steht:

1° der Name oder die Marke des Herstellers des Behälters;

- 2° die Nummer und das Baujahr des Behälters;
- 3° das Fassungsvermögen des Behälters in m³ oder Litern;
- 4° das Datum der Dichtheitsprüfung;
- 5° die Art des im Behälter befindlichen flüssigen Abfalls.

Art. 14 - Die flüssigen Abfälle werden in doppelwandigen Behältern oder in einwandigen Behältern, die aber in einer dichten Schutzwanne oder einer dichten Grube mit folgenden Merkmalen liegen, gelagert:

1° die Wände der Schutzwanne weisen eine mechanische Widerstandsfähigkeit und eine ausreichende chemische Trägheit gegenüber diesen Flüssigkeiten auf;

2° die Schutzwanne darf keine Öffnung aufweisen, außer denjenigen Öffnungen, die für die zur Lagerung notwendigen Rohrleitungen erforderlich sind, insbesondere keine direkte Verbindung mit einer öffentlichen Kanalisation;

3° die Schutzwanne hat ein gesamtes Fassungsvermögen, das demjenigen des größten Behälters entspricht.

Art. 15 - Die Behälter sind ausgerüstet mit:

1° einer Vorrichtung, die jeden gefährlichen internen Überdruck oder Unterdruck verhindert;

2° einer Vorrichtung, die dazu bestimmt ist, jedem Überlaufen vorzubeugen, und die ein durch das Personal des Betriebs wahrnehmbares Alarmsignal auslöst, sobald der Behälter zu maximal 95% seines Nennfassungsvermögens gefüllt ist;

3° Ventilen und Klappen, die ein Abtrennen von den anderen Behältern und von der Lagerfläche ermöglichen.

Art. 16 - Die Behälter, Rohrleitungen und dazu gehörenden Verbindungsteile sind dicht, damit die Versickerung von Flüssigkeiten jeder Art verhindert wird.

KAPITEL II — *Betrieb*

Art. 17 - Die notwendigen Maßnahmen werden getroffen, um zu verhindern, dass die unfallsmäßig verschüttete Flüssigkeit die in derselben Schutzwanne befindlichen Behälter ätzen oder durch einen chemischen Angriff beschädigen kann.

KAPITEL VII — *Kontrolle und Selbstüberwachung*

Art. 18 - § 1 - Der Betreiber hält die Schutzwanne in einem guten Zustand und überprüft deren Dichtheit. Das Volumen der Schutzwanne darf nicht durch das Lagern von anderen Stoffen verringert werden.

Der Betreiber sorgt für ein regelmäßiges Entfernen von jeglichem Pflanzenwuchs, der die Dichtheit der Schutzwanne beeinträchtigen könnte.

§ 2 - Die unzugänglichen Behälter und die eingegrabenen Rohrleitungen müssen mit Erfolg einer Dichtheitsprüfung unterzogen werden, deren Ziel es ist, die gute Betriebsfähigkeit der Systeme zur Leckerkennung oder die etwaigen kathodischen Schutzvorrichtungen zu überprüfen.

Sie werden bei der Einrichtung der Lageranlagen und bei jeder an ihnen vorgenommenen Änderung durchgeführt.

Alle zehn Jahre wird eine Prüfung der Dichtheit der unzugänglichen Behälter und der eingegrabenen Rohrleitungen durchgeführt.

Der Betreiber führt jährlich Folgendes durch:

1° eine visuelle Prüfung der sichtbaren Außenteile der Anlage, wie insbesondere der Behälter, die Ventile und die Rohrleitungen;

2° eine Kontrolle der guten Betriebsfähigkeit des Systems zur Leckerkennung, des Überlaufschutzes und der kathodischen Schutzvorrichtung.

KAPITEL IV — *Wiederinstandsetzung am Ende des Betriebs*

Art. 19 - Die Behälter, die flüssige Abfälle enthalten haben, werden geleert und gesäubert.

TITEL III — *Eingegrabene Behälter*

KAPITEL I — *Standort und Bau*

Art. 20 - In der Nähe der Füllöffnung eines jeden Behälters wird ein unveränderbares Kennschild angebracht, das gut sichtbar und deutlich lesbar ist und auf dem Folgendes steht:

- 1° der Name oder die Marke des Herstellers des Behälters;
- 2° die Nummer und das Baujahr des Behälters;
- 3° das Fassungsvermögen des Behälters in m³ oder Litern;
- 4° das Datum der Dichtheitsprüfung;
- 5° die Art des im Behälter befindlichen flüssigen Abfalls.

Art. 21 - Die flüssigen Abfälle werden in doppelwandigen Behältern oder in einwandigen Behältern, die aus verstärktem, in Wärme aushärtendem Kunststoff oder aus rostfreiem Stahl gebaut sind, gelagert:

Die in einwandigen Behältern, die nicht aus verstärktem, in Wärme aushärtendem Kunststoff oder aus rostfreiem Stahl gebaut sind, gelagerten flüssigen Abfälle, werden in einer dichten Schutzwanne oder einer dichten Grube mit folgenden Merkmalen gelagert:

1° die Wände der Schutzwanne weisen eine mechanische Widerstandsfähigkeit und eine ausreichende chemische Trägheit gegenüber diesen Flüssigkeiten auf;

2° die Schutzwanne darf keine Öffnung aufweisen, außer denjenigen Öffnungen, die für die zur Lagerung notwendigen Rohrleitungen erforderlich sind, insbesondere keine direkte Verbindung mit einer öffentlichen Kanalisation;

3° die Schutzwanne hat ein gesamtes Fassungsvermögen, das demjenigen des größten Behälters entspricht.

4° die zugeschütteten Gruben sind mit einem automatischen System zur Leckerkennung am Behälter ausgerüstet.

Art. 22 - Die Behälter sind ausgerüstet mit:

1° einer Vorrichtung, die jeden gefährlichen internen Überdruck oder Unterdruck verhindert;

2° einer Vorrichtung, die dazu bestimmt ist, jedem Überlaufen vorzubeugen, und die ein durch das Personal des Betriebs wahrnehmbares Alarmsignal auslöst, sobald der Behälter zu maximal 95% seines Nennfassungsvermögens gefüllt ist.

3° Ventilen und Klappen, die ein Abtrennen von den anderen Behältern und von der Lagerfläche ermöglichen.

Art. 23 - Die Behälter, Rohrleitungen und dazu gehörenden Verbindungsteile sind dicht, damit jede Versickerung von Flüssigkeiten jeder Art verhindert wird.

KAPITEL II — Kontrolle und Selbstüberwachung

Art. 24 - § 1 - Jeder Behälter und seine Rohrleitungen müssen mit Erfolg einer Dichtheitsprüfung unterzogen werden, deren Ziel es ist, die gute Betriebsfähigkeit der Systeme zur Leckerkennung oder die etwaigen kathodischen Schutzvorrichtungen zu überprüfen.

Sie werden bei der Einrichtung der Lageranlagen und bei jeder an ihnen vorgenommenen Änderung durchgeführt.

Alle zehn Jahre wird eine Prüfung der Dichtheit der Behälter und ihrer eingegrabenen Rohrleitungen durchgeführt.

Der Betreiber führt jährlich Folgendes durch:

1° eine visuelle Prüfung der sichtbaren Außenteile der Anlage (Behälter, Ventile, Rohrleitungen, usw.);

2° eine Kontrolle der guten Betriebsfähigkeit des Systems zur Leckerkennung, des Überlaufschutzes und der kathodischen Schutzvorrichtung.

KAPITEL III — Wiederinstandsetzung am Ende des Betriebs

Art. 25 - Die Behälter, die flüssige Abfälle enthalten haben, werden geleert und gesäubert.

TITEL IV — Bewegliche Behältnisse

KAPITEL I — Standort und Bau

Art. 26 - Wenn diese flüssigen Abfälle in beweglichen Behältnissen gelagert werden, werden auf diesen die Informationen angegeben, die die Identifizierung des Abfalls ermöglichen.

Art. 27 - § 1. Die in beweglichen einwandigen Behältnissen gelagerten flüssigen Abfälle werden in ein dichtes Auffangbecken, eine dichte Schutzwanne oder eine dichte Grube mit folgenden Merkmalen gestellt:

1° die Wände der Schutzwanne weisen eine mechanische Widerstandsfähigkeit und eine ausreichende chemische Trägheit gegenüber diesen Flüssigkeiten auf;

2° die Schutzwanne darf keine Öffnung aufweisen, außer denjenigen Öffnungen, die für die zur Lagerung notwendigen Rohrleitungen erforderlich sind, insbesondere keine direkte Verbindung mit einer öffentlichen Kanalisation;

3° die Schutzwanne hat ein gesamtes Fassungsvermögen, das demjenigen des größten Behälters entspricht.

§ 2 - In Abweichung von § 1 können die beweglichen Behältnisse auf eine dichte Lagerfläche gestellt werden, wenn diese mit einem internen System zur Sammlung der Flüssigkeiten verbunden ist.

KAPITEL II — Betrieb

Art. 28 - Die notwendigen Maßnahmen werden getroffen, um zu verhindern, dass die unfallmäßig verschüttete Flüssigkeit die in derselben Schutzwanne befindlichen beweglichen Behältnisse ätzen oder durch einen chemischen Angriff beschädigen kann.

TITEL V — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 29 - Der vorliegende Erlass findet auf die Betriebe Anwendung, die zwei Jahre nach seinem Inkrafttreten bestehen.

Art. 30 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Oktober 2007

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4521

[2007/203372]

25 OKTOBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de tijdelijke opslag van ongevaarlijke afvalstoffen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het advies 43.273/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de Europese Commissie van dit besluit in kennis gesteld werd overeenkomstig artikel 8 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat ze opmerkingen in de zin van artikel 8, § 2, van Richtlijn 98/34/EG heeft uitgebracht waarin gevraagd wordt aan te geven dat de afvalstoffen van oliën en van dierlijke en plantaardige vetten bedoeld in artikel 7, punt 3, van dit besluit, betrekking hebben op dierlijke bijproducten die verwijderd moeten worden onder de voorwaarden en volgens de regels van Verordening (EG) nr. 1774/2002 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten, waarbij deze Verordening rechtstreeks van toepassing is;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de tijdelijke opslag van ongevaarlijke afvalstoffen, met uitzondering van de activiteiten bedoeld in 63.12.05.03 als de opslagcapaciteit groter is dan 30 ton en gelijk is aan 100 ton of minder. Deze installaties worden vermeld in rubriek 63.12.05.02.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° tijdelijke opslaginstallatie : installatie waar de afvalstoffen opgeslagen worden vooraleer ze vervoerd worden met het oog op hun hergroepering, voorbehandeling, valorisatie of verwijdering uit de productiesite;

2° vloeibare afvalstoffen : ongevaarlijke vloeibare afvalstoffen;

3° bovengrondse tank : tank die in de openlucht, in een al dan niet ondergronds lokaal of in een niet opgehoogde kuil geplaatst kan worden. Een ontoegankelijke bovengrondse tank is een tank met minstens één onzichtbare wand;

4° ingegraven tank : tank die zich geheel of gedeeltelijk onder de grond bevindt en waarvan de wanden in rechtstreeks contact zijn met de omliggende aarde of de aanvullingsmaterialen;

5° verplaatsbaar recipiënt : vat, bus of container bestemd voor de opslag van ongevaarlijke afvalstoffen;

6° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund of aangegeven is vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De verbouwing of uitbreiding van een bestaande inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit heeft opgenomen in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De opslagplaatsen voor ongevaarlijke afvalstoffen bestaan uit duurzame en niet aan bederf onderhevige materialen.

Art. 4. De opslagplaatsen voor vloeibare afvalstoffen en de desbetreffende toebehoren, zoals leidingen, afsluiters en pompen, zijn efficiënt afgeschermd tegen elk gevaar voor aanrijding met voertuigen die binnen de inrichting rondrijden.

Art. 5. Vloeibare afvalstoffen worden opgeslagen in recipiënten of tanks bestand tegen corrosie of inbijting door de producten die ze inhouden.

Art. 6. De stabiliteit van de mobiele tanks en recipiënten wordt onder alle omstandigheden gegarandeerd. Ze worden geïnstalleerd zodat ze niet kunnen omslaan of scheuren ingevolge extreme druk of verzakkingen.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 7. De volgende ongevaarlijke afvalstoffen worden apart opgeslagen met het oog op hun latere ophaling :

1° glasafval;

2° papier- en kartonafval;

3° afvalstoffen van oliën en van dierlijke en plantaardige vetten;

4° plantaardig afval;

5° textielafval;

6° afgedankte elektrische en elektronische uitrustingen die geen gevaarlijke stoffen bevatten;

7° afgedankte banden;

8° houtafval;

9° schrootafval.

Art. 8. De exploitant is verplicht over een werkplan te beschikken. Dat werkplan bevat hoe dan ook :

1° de instructies voor het personeel in geval van brand of ongeval;

2° de instructies betreffende de hantering, de selectieve sortering, de opslag en de verwijdering van de ongevaarlijke afvalstoffen met inachtneming van deze voorwaarden.

Art. 9. Zodra de verspreiding van een ongevaarlijke afvalstof wordt vastgesteld, wordt de plaats gereinigd en worden de reinigingsresten naar een vergunde installatie afgevoerd. Ze mogen niet rechtstreeks in de ondergrond, een openbare riolering of een oppervlaktewater geloosd worden.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 10. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 11. Regenwater dat regelmatig uit de kuipen of de retentiebakken wordt verwijderd en dat eventueel behandeld moet worden, mag niet geloosd worden en wordt afgevoerd naar een installatie die vergund is om het te lozen, al dan niet met een geschikte behandeling.

Het water voor de binnenreiniging van de tanks mag niet geloosd worden en wordt afgevoerd naar een installatie die vergund is om het te behandelen.

Art. 12. In geval van accidentele lozing mogen de op de grond verspreide vloeibare afvalstoffen geenszins geloosd worden in een openbare riolering, een waterloop of om het even welke voorziening voor de opvang van oppervlaktewateren.

TITEL II. — *Bovengrondse tanks*HOOFDSTUK I. — *Vestiging en bouw*

Art. 13. Bij de vulopening van elke tank wordt een bestendige, goed zichtbare en vlot leesbare identificatieplaat aangebracht waarop de volgende gegevens voorkomen :

- 1° de naam of het merk van de bouwheer van de tank;
- 2° het bouwnummer en -jaar van de tank;
- 3° de capaciteit van de tank in m³ of in liters;
- 4° de datum van de dichtheidsproef;
- 5° de aard van de in de tank vervatte vloeibare afvalstof.

Art. 14. De vloeibare afvalstoffen worden opgeslagen in tanks met dubbele wand of in tanks met enkelvoudige wand maar geplaatst in een lekvrije kuip of kuil met de volgende kenmerken :

- 1° de wanden van de kuip vertonen voldoende mechanische weerstand en chemische inertie t.o.v. die vloeistoffen;
- 2° de kuip is van geen enkele opening voorzien, behalve die welke noodzakelijk zijn voor de opslagleidingen, en is meer bepaald niet rechtstreeks aangesloten op een openbare riolering;
- 3° de kuip heeft een totale capaciteit gelijk aan de capaciteit van de grootste tank.

Art. 15. De tank is uitgerust met :

- 1° een voorziening die elke gevaarlijke interne overdruk of onderdruk belet;
- 2° een voorziening die elke overloop voorkomt en een door het personeel van de inrichting hoorbaar alarmsignaal in werking zet zodra hij voor 95 % van zijn nominale capaciteit gevuld is;
- 3° afsluiters en kleppen om hem van de andere tanks en de overige opslagruimte te kunnen scheiden.

Art. 16. De tanks, leidingen en bijbehorende aansluitingen zijn lekvrij om het insijpelen van allerlei vloeistoffen te beletten.

HOOFDSTUK II. — *Exploitatie*

Art. 17. De nodige maatregelen worden getroffen om te voorkomen dat de toevallig verspreide vloeistof de in eenzelfde kuip geplaatste tanks door chemische aanval zou aantasten of beschadigen.

HOOFDSTUK III. — *Controle en zelftoezicht*

Art. 18. § 1. De exploitant zorgt voor de goede staat van de kuip en voert regelmatig controle uit op de dichtheid. De capaciteit van de kuip mag niet verminderd worden door de opslag van andere stoffen.

De exploitant zorgt voor de systematische verwijdering van alle vegetatie die de dichtheid van de kuip in het gedrang kan brengen.

§ 2. De ontoegankelijke tanks en de ingegraven leidingen voldoen aan een dichtheidsproef die uitgevoerd wordt om controle uit te oefenen op de vlotte werking van de lekkagedetectiesystemen of op de eventuele cathodische beschermingen.

Ze worden uitgevoerd bij de totstandbrenging van de opslaginstallatie, alsook telkens als ze een wijziging ondergaat.

Om de tien jaar wordt controle uitgevoerd op de dichtheid van de ontoegankelijke tanks en de ingegraven leidingen.

De exploitant verricht jaarlijks :

- 1° een visueel examen van de zichtbare externe delen van de installatie (tank, afsluiters, leidingen o.a.);
- 2° een controle op de vlotte werking van het lekkagedetectiesysteem, de veiligheidsvoorziening tegen overloop en de cathodische bescherming.

HOOFDSTUK IV. — *Herstel na exploitatie*

Art. 19. De tanks die vloeibare afvalstoffen hebben bevat worden geleidigd en gereinigd.

TITEL III. — Ingegraven tanks**HOOFDSTUK I. — Vestiging en bouw**

Art. 20. Bij de vulopening van elke tank wordt een bestendige, goed zichtbare en vlot leesbare identificatieplaat aangebracht waarop de volgende gegevens voorkomen :

- 1° de naam of het merk van de bouwheer van de tank;
- 2° het bouwnummer en -jaar van de tank;
- 3° de capaciteit van de tank in m³ of in liters;
- 4° de datum van de dichtheidsproef;
- 5° de aard van de in de tank vervatte vloeibare afvalstof.

Art. 21. De vloeibare afvalstoffen worden opgeslagen in tanks met dubbele wand of in tanks met enkelvoudige wand gebouwd uit gewapend thermohardend kunststof of uit roestvrij staal.

De vloeibare afvalstoffen opgeslagen in tanks met enkelvoudige wand die niet uit gewapend thermohardend kunststof of uit roestvrij staal gebouwd zijn worden geplaatst in een lekvrije kuip of kuil met de volgende kenmerken :

- 1° de wanden van de kuip vertonen voldoende mechanische weerstand en chemische inertie t.o.v. die vloeistoffen;
- 2° de kuip is van geen enkele opening voorzien, behalve die welke noodzakelijk zijn voor de opslagleidingen, en is meer bepaald niet rechtstreeks aangesloten op een openbare riolering;
- 3° de kuip heeft een totale capaciteit gelijk aan de capaciteit van de grootste tank;
- 4° de opgehoogde kuilen worden voorzien van een systeem dat lekkages van de tank automatisch opspoort.

Art. 22. De tank is uitgerust met :

- 1° een voorziening die elke gevaarlijke interne overdruk of onderdruk belet;
- 2° een voorziening die elke overloop voorkomt en een door het personeel van de inrichting hoorbaar alarmsignaal in werking zet zodra hij voor 95 % van zijn nominale capaciteit gevuld is;
- 3° afsluiters en kleppen om hem van de andere tanks en de overige opslagruimte te kunnen scheiden.

Art. 23. De tanks, leidingen en bijbehorende aansluitingen zijn lekvrij om het insijpelen van allerlei vloeistoffen te beletten.

HOOFDSTUK II. — Controle en zelftoezicht

Art. 24. § 1. Elke tank en de leidingen ervan voldoen aan een dichtheidsproef die uitgevoerd wordt om controle uit te voeren op de vlotte werking van de lekkagedetectiesystemen of de eventuele cathodische beschermingen.

Ze worden uitgevoerd bij de totstandbrenging van de opslaginstallatie, alsook telkens als ze een wijziging ondergaat.

Om de tien jaar wordt controle uitgevoerd op de dichtheid van de tanks en de leidingen ervan.

De exploitant verricht jaarlijks :

- 1° een visueel examen van de zichtbare externe delen van de installatie (tank, afsluiters, leidingen, enz.);
- 2° een controle op de vlotte werking van het lekkagedetectiesysteem, de veiligheidsvoorziening tegen overloop en de cathodische bescherming.

HOOFDSTUK III. — Herstel na exploitatie

Art. 25. De tanks die vloeibare afvalstoffen hebben bevat worden geledigd en gereinigd.

TITEL IV. — Verplaatsbare recipiënten**HOOFDSTUK I. — Vestiging en bouw**

Art. 26. Als de vloeibare afvalstoffen in verplaatsbare recipiënten opgeslagen worden, zijn deze voorzien van informatie ter identificatie van de afval.

Art. 27. § 1. De vloeibare afvalstoffen opgeslagen in tanks met enkelvoudige wand worden geplaatst in een lekvrije retentiebak, kuip of kuil met de volgende kenmerken :

- 1° de wanden van de kuip vertonen voldoende mechanische weerstand en chemische inertie t.o.v. die vloeistoffen;
- 2° de kuip is van geen enkele opening voorzien, behalve die welke noodzakelijk zijn voor de opslagleidingen, en is meer bepaald niet rechtstreeks aangesloten op een openbare riolering;
- 3° de kuip heeft een totale capaciteit gelijk aan de capaciteit van de grootste recipiënt.

§ 2. In afwijking van § 1 mogen de verplaatsbare recipiënten geplaatst worden in een lekvrije opslagruimte die aangesloten is op een systeem voor de interne inzameling van de vloeistoffen.

HOOFDSTUK II. — Exploitatie

Art. 28. De nodige maatregelen worden getroffen om te voorkomen dat de toevallig verspreide vloeistof de in eenzelfde kuip geplaatste verplaatsbare recipiënten door chemische aanval zou aantasten of beschadigen.

TITEL V. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 29. Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen die twee jaar na zijn inwerkingtreding bestaan.

Art. 30. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 oktober 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4522

[2007/203373]

25 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de stockage temporaire de déchets non dangereux

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'avis 43.274 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; qu'elle a émis des observations au sens de l'article 8, § 2, de la Directive 98/34/CE en invitant à préciser que les déchets d'huiles et de graisses végétales et animales visés à l'article 7, point 3, du présent arrêté, couvrent des sous-produits animaux qui doivent être éliminés dans les conditions et d'après les règles du règlement n° 1774/2002/CE établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine, règlement qui est directement applicable;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions communes**CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions**

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations de stockage temporaire de déchets non dangereux, à l'exclusion des activités visées sous 63.12.05.03 lorsque la capacité de stockage est supérieure à 100 tonnes visées par la rubrique 63.12.05.02.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1^o installation de stockage temporaire : une installation où les déchets sont stockés avant leur transport en vue d'un regroupement, d'un prétraitement, d'une valorisation ou d'une élimination hors du site de production;

2^o déchets liquides : les déchets non dangereux à l'état liquide;

3^o réservoir aérien : un réservoir qui peut être soit placé à l'air libre, soit dans un local souterrain ou non, soit dans une fosse non remblayée. Un réservoir aérien non accessible est un réservoir dont au moins une des parois n'est pas visible;

4^o réservoir enterré : un réservoir qui se trouve totalement ou partiellement en dessous du niveau du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante ou le matériau de remblai;

5^o récipient mobile : tout fût, bidon ou conteneur destiné à contenir des déchets non dangereux;

6^o établissement existant : un établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Un établissement pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilé à un établissement existant. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 3. Les aires de stockage des déchets non dangereux sont en matériaux durables et imputrescibles.

Art. 4. Les aires de stockage de déchets liquides et leurs accessoires tels que les tuyauteries, les vannes et les pompes sont efficacement protégés de tout risque de collision avec les véhicules circulant dans l'établissement.

Art. 5. Les déchets liquides sont stockés dans des récipients ou réservoirs résistant à la corrosion ou à toute autre attaque en provenance des produits qu'ils contiennent.

Art. 6. La stabilité des réservoirs et récipients mobiles est assurée en toutes circonstances. Ils reposent sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent en provoquer le renversement ou la rupture.

CHAPITRE III. — Exploitation

Art. 7. Les déchets non dangereux suivants sont stockés séparément en vue de leur collecte ultérieure :

1^o les déchets de verre;

2^o les déchets de papier et de carton;